

Avec nous, c'est moche **Sans nous, ce serait pire**

CHRISTOPHE MINCKE

Nous approchons des élections fédéralo-régionalo-européennes du mois de mai et la campagne, qui semble avoir débuté il y a des mois déjà, bat son plein. Tous les signes sont bien là : coups médiatiques, petites phrases assassines, tabassage publicitaire en ligne (la NV-A y est omniprésente), striptease des uns et, déjà, hospitalisation des autres ; comme d'habitude, la campagne sera sans merci. Elle ne sera pas pour autant sans retenue, certes, puisque personne n'exclut aucun scénario, ne ferme la porte. Chacun s'affirme sans exclusive et sans apriori. On se drague donc autant qu'on se tacle, et tout est bon pour, à la fois sembler se distinguer des autres et en rester suffisamment près pour être le premier contacté par le futur formateur...

Chacun qui veut gouverner est donc sans apriori idéologique, ce qui semble aujourd'hui une vertu cardinale, sauf pour ce qui est du moribond, mais tenace cordon sanitaire. Car avoir une idéologie semble la pire des choses que l'on puisse avouer. Pensez donc, entretenir une vision du monde, avoir des points fixes, des principes, des interdits, des prérequis, voire des rêves de lendemains meilleurs, quoi de plus effrayant dans un monde de coalitions infiniment réversibles au service de projets nécessairement périssables ?

À cet égard, particulièrement délicate est la rhétorique des partis au pouvoir. Il leur faut promettre monts et merveilles — et donc se prévaloir d'une pensée du monde, même minimale — tout en évitant le terrible écueil de la question qui fait mal : « N'étiez-vous pas au pouvoir ces dernières années et, si oui, que n'avez-vous eu plus tôt cette idée qui, selon vous, nous sauvera tous, que n'avez-vous défendu ce point de vue qui semble faire partie de votre patrimoine génétique ? »

C'est ainsi que le MR enfourche son cheval de bataille habituel, promettant une large réforme fiscale, bâtie sur les principes de toujours : allègement des charges, baisse de la progressivité de l'impôt, hausse des seuils de taxation... La recette est à la fois vieille comme le monde libéral et promise à un brillant avenir, assurant la reprise,

le retour au plein-emploi, l'encouragement des méritants... rien que cela. Ah, que n'ont-ils eu plus tôt les rênes de la fiscalité fédérale... Tiens, mais, sommes-nous surs qu'ils ne les ont pas eues ?

Parallèlement, le PS, sentant dans son cou le souffle d'un PTB-GO en pleine ascension, tente de donner des gages à gauche. Entre un « voter extrême gauche, c'est renforcer la droite » et l'affirmation qu'ils ont toujours soutenu les valeurs du peuple de gauche, on peine à distinguer la justification des politiques récentes faites de tours de vis en matière de droits sociaux, d'accueil des étrangers ou de redistribution des richesses. Ils ont été aux affaires, mais n'avaient pas les mains libres. Il faut les comprendre.

Pendant ce temps, le CDH accouche de ses listes dans la douleur et tente de démontrer qu'il n'est le satellite de personne. Un projet de nouvelle ville wallonne est posé sur la table. Ça occupe. Écolo, quant à lui, critique le bilan des majorités dont il ne fut pas et défend celui de celles auxquelles il participa, tentant de faire comprendre en quoi il pesa sur le cours des choses quand elles tournèrent bien et pourquoi il n'est pas responsable des couacs qui sont imputés à ses gouvernements. Pour chacun, l'exercice est donc des plus périlleux.

Partout, cependant, la même rengaine : sans nous, c'eût été pire, sans les autres, nous aurions mieux fait... Certes, nous sommes dans un foutu pétrin, mais imaginez un peu ce qui se serait passé si nous n'avions pas été là, ce qui se passerait si nous vous laissons tomber, si vous ne nous mandatiez pas pour vous défendre encore. Voilà donc le niveau actuel de l'argumentation politique ; nous sommes passés de la lutte pour la concrétisation d'idéologies à l'ambition de sauver les meubles. Derrière la rhétorique du pis-aller, pointe une instrumentalisation de la peur. Peur de l'effondrement du système capitaliste, de la sécurité sociale ou des écosystèmes, mais peur dans tous les cas.

Le dossier du mois passé enseignait notamment que la peur n'est pas toujours mauvaise conseillère, mais quand elle devient un ressort central du rapport politique au monde, on est en droit... de s'inquiéter.

Sommes-nous à ce point en mal de vision du monde que nous en sommes réduits à ces expédients ? Ne pouvons-nous retrouver le chemin de nouvelles descriptions du monde qui puissent fonder de nouvelles prescriptions, mais qui ne soient pas de vieilles recettes reliftées ? Devons-nous nécessairement choisir entre la désillusion d'une perte de tout repère fiable et le fantasme de la résurrection des vieux discours, identitaires ou marxistes, qui ne nous promettent en fait qu'emplâtres sur jambes de bois ?

Car, en politique, c'est dans les vieilles casseroles qu'on prépare les soupes les plus amères... Mais quels sont les processus à même d'assurer une remontée vers les sphères dirigeantes de l'inventivité idéologique des citoyens, de la société civile et des intellectuels ? Et qui nous dit que c'est au sein de la classe politique que s'élaboreront les idées qui, demain, nous serviront de guide ? ■